

Kenneth Juan Figueroa

Associé

Washington, D.C.

TÉL : +1 202.261.7386

FAX : +1 202.785.6687

EMAIL : kfigueroa@foleyhoag.com

M^e Kenneth Figueroa est associé au sein du cabinet situé à Washington et membre du département Contentieux et arbitrage internationaux. Il dispose d'une expérience considérable dans l'arbitrage des différends internationaux, plus particulièrement en Amérique latine. Kenneth a été reconnu de manière consécutive comme l'un des « 100 meilleurs avocats » d'Amérique latine par *Latinvex: Latin America Business News & Analysis*, et a été classé parmi les 20 meilleurs avocats dans le domaine de l'arbitrage international. Il a en outre été reconnu de manière consécutive par le *Who's Who Legal* dans le cadre d'affaires liées à la construction, en tant que « Leader d'opinions » dans ce domaine, et a également été reconnu par le Legal 500 – États-Unis.

Les domaines de spécialisation de Kenneth concernent les différends internationaux, plus particulièrement les différends opposant des investisseurs à des États, l'arbitrage commercial et la représentation d'États souverains, ainsi que les conseils d'ordre général concernant la prévention et le règlement des différends. Kenneth représente différents clients, notamment des sociétés publiques et privées, des États étrangers et des entités publiques devant les tribunaux fédéraux américains et les tribunaux internationaux d'arbitrage tels que ceux établis sous l'égide du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI), de la Chambre de commerce internationale (CCI) et du Centre international pour le règlement des différends (CIRD).

Outre son expérience dans le contentieux et l'arbitrage, Kenneth a représenté des entités souveraines lors de la négociation d'émissions obligataires et d'accords commerciaux et d'investissement, et a également représenté des clients en matière de financement de projets. Il a par ailleurs représenté des clients appelés à témoigner lors d'audiences devant des instances législatives étrangères. Kenneth conseille en outre des États souverains et des clients privés sur toute une série de questions liées au droit international public et privé, en ce compris la négociation de traités, les recours contre des sentences arbitrales, l'exécution de sentences arbitrales, le respect d'obligations découlant de traités internationaux d'investissement et les procédures de privatisation et d'appels d'offres.

Kenneth est souvent invité à intervenir lors de conférences et colloques sur diverses questions liées à l'arbitrage international, et a organisé des séminaires visant à renforcer les capacités concernant l'arbitrage entre investisseurs et États à l'attention de représentants gouvernementaux au Venezuela, au Mexique et au Pérou. Il a participé à des conférences et colloques à la faculté de droit de Columbia, à la faculté de droit de Fordham, à la faculté de droit de l'Universidad Autónoma de México, à la faculté de droit de l'Université de la Havane, à Cuba, ainsi qu'à la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica de Perú.

BARREAU

- District de Columbia
- New York
- Tribunal de district des États-Unis pour le district Sud de New York
- Tribunal de district des États-Unis pour le district Est de New York
- Cour d'appel des États-Unis pour le deuxième circuit

SECTEURS

États souverains

Énergie et Cleantech

DOMAINES

Contentieux et arbitrage
internationaux

Modes alternatifs de règlement
des différends

Représentation d'États
souverains

Arbitrage entre investisseurs
et États

Droit public international

Contentieux

Infrastructure et construction

Énergie

ÉTUDES

Faculté de droit de l'Université
Columbia, Doctorat en droit,
2002 (études à l'étranger à
l'Universidad de Buenos Aires,
automne 2001)

Université de Yale, licence,
1997 (études à l'étranger à
l'Universidad Autónoma de
Madrid, printemps 1996)

LANGUES

Espagnol

Portugais

- Tribunal de district des États-Unis pour le district de Columbia
- Cour d'appel des États-Unis pour le district de Columbia
- Cour suprême des États-Unis

EXPÉRIENCE DE REPRÉSENTATION

Arbitrage opposant des investisseurs à des États (CIRDI/mécanisme supplémentaire)

- *Desarrollo Vial de los Andes S.A.C. c. la République du Pérou* (Affaire CIRDI n° ARB/20/18). Représentation de la République du Pérou dans le cadre d'une procédure d'arbitrage dans le domaine de la construction engagée devant le CIRDI au titre de dommages présumés résultant de l'incapacité à exploiter certains péages suite à d'importantes contestations sociales.
- *Webuild S.p.A. (autrefois dénommée Salini Impregilo S.p.A.) c. la République du Panama* (Affaire CIRDI n° ARB/20/10). Représentation de la République du Panama dans le cadre d'une procédure d'arbitrage engagée devant le CIRDI en vertu du traité bilatéral d'investissement conclu entre la République du Panama et la République italienne, par une société de construction italienne concernant le projet d'extension du Canal de Panama.
- *Metro de Lima Línea 2 S.A. c. la République du Pérou* (Affaire CIRDI n° ARB/17/3). Représentation de la République du Pérou dans le cadre d'une procédure d'arbitrage complexe dans le domaine de la construction engagée devant le CIRDI concernant la conception, la construction et l'exploitation de la ligne de métro souterrain appelée « Línea 2 » dans la ville de Lima.
- *Anglo American Plc c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB(AF)/14/1). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure CIRDI (mécanisme supplémentaire) engagée par une grande société minière basée au Royaume-Uni en vertu d'un traité bilatéral d'investissement concernant une concession d'extraction de nickel. Le tribunal arbitral a rejeté l'intégralité des requêtes de la société, d'un total avoisinant les 400 millions de dollars américains.
- *Pac Rim Cayman LLC c. la République du Salvador* (Affaire CIRDI n° ARB/09/12). Représentation de la République du Salvador dans le cadre d'une procédure CIRDI engagée par la filiale d'une société minière canadienne en vertu du traité DR-CAFTA et de la loi salvadorienne en matière d'investissement concernant une demande de concession minière. Le tribunal a rejeté l'intégralité des requêtes et ordonné au demandeur de verser à la République du Salvador la somme de 8 millions de dollars américains.
- *Highbury International AVV et Ramstein Trading Inc. c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB/11/1). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure CIRDI engagée par des sociétés des Antilles néerlandaises et panaméennes en vertu de traités bilatéraux d'investissement concernant des concessions aurifères et diamantifères, qui a abouti à une sentence en faveur de ladite République bolivarienne du Venezuela rejetant l'ensemble des requêtes.
- *Highbury International AVV, Compañía Minera de Bajo Caroní AVV et Ramstein Trading Inc. c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB/14/10). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une deuxième procédure CIRDI engagée par des sociétés des Antilles néerlandaises et panaméennes en vertu de traités bilatéraux d'investissement

concernant des concessions aurifères et diamantifères. L'affaire a été suspendue car le demandeur n'a pas réalisé les paiements administratifs.

- *TENARIS S.A. et TALTA - Trading e Marketing Sociedade Unipessoal Lda. c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB/11/26). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure CIRDI engagée par les filiales européennes d'une société argentine en vertu de traités bilatéraux d'investissement conclus entre le Luxembourg et le Portugal concernant l'expropriation présumée d'une usine de fer briqueté à chaud (HBI). Le tribunal a rendu une sentence en vertu de laquelle les dommages-intérêts ont été réduits pour atteindre moins d'un quart du montant réclamé à l'origine. Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre de la procédure de rectification et d'annulation en cours.
- *TENARIS S.A. et TALTA – Trading e Marketing Sociedade Unipessoal Lda. c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB/12/23). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure CIRDI engagée par les filiales européennes d'un groupe argentin en vertu de traités bilatéraux d'investissement conclus entre le Luxembourg et le Portugal concernant l'expropriation présumée de leurs filiales vénézuéliennes dans le secteur de la sidérurgie. Le tribunal a rendu une sentence en vertu de laquelle les dommages-intérêts ont été réduits pour atteindre un tiers du montant réclamé à l'origine. Représentation de ladite République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure d'annulation.
- *Crystallex International Corporation c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB(AF)/11/2). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure CIRDI (mécanisme supplémentaire) engagée par une société canadienne en vertu d'un traité bilatéral d'investissement concernant un contrat d'exploitation minière. Le tribunal a rendu une sentence en vertu de laquelle les dommages-intérêts ont été réduits pour atteindre un tiers du montant réclamé à l'origine. Représentation de ladite République bolivarienne du Venezuela dans le cadre de la procédure engagée ultérieurement visant à annuler la sentence arbitrale devant le tribunal de district des États-Unis pour le district de Washington, D.C.
- *Gold Reserve, Inc. c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CIRDI n° ARB(AF)/11/1). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une procédure CIRDI (mécanisme supplémentaire) engagée par une société canadienne en vertu d'un traité bilatéral d'investissement concernant une concession aurifère. Le tribunal a rendu une sentence en vertu de laquelle les dommages-intérêts ont été considérablement réduits. Représentation de ladite République bolivarienne du Venezuela dans le cadre de la procédure engagée ultérieurement visant à annuler la sentence arbitrale devant les tribunaux de Paris, en France, et à contester la procédure d'exécution à Luxembourg, Londres et Washington, D.C.

Arbitrage opposant des investisseurs à des États (CNUDCI)

- *Basilio Amorrortu c. la République du Pérou* (Affaire CPA n° 2020-11). Représentation de la République du Pérou dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CNUDCI par un ancien ressortissant péruvien désormais ressortissant américain au titre de violations présumées de l'Accord de promotion du commerce conclu entre le Pérou et les États-Unis concernant des irrégularités supposées dans le cadre du processus d'appel d'offres en lien avec l'exploitation de blocs pétroliers au large du littoral péruvien.
- *Sacyr S.A. c. la République du Panama* (Affaire CIRDI n° UNCT/18/6). Représentation de la République du Panama dans le cadre d'un arbitrage engagé

devant la CNUDCI et géré par le CIRDI en vertu du Traité bilatéral d'investissement conclu entre le Royaume d'Espagne et la République du Panama, engagé par une société de construction espagnole concernant le projet d'extension du Canal de Panama.

- *Rutas de Lima c. Municipalidad Metropolitana de Lima* (Affaire CNUDCI *ad hoc*) (« Rutas 1 »). Représentation de la Municipalité métropolitaine de Lima dans le cadre d'un arbitrage lié à la rénovation et à l'exploitation des trois tronçons de l'autoroute nord-panaméricaine au titre d'un contrat de concession, notamment l'installation de nouveaux péages ayant abouti à d'importantes contestations sociales. Cette affaire concerne également des problèmes de corruption liés à l'affaire Lava Jato, au Pérou, puisque le partenaire majoritaire du demandeur était la société de construction brésilienne Odebrecht. Actuellement, représentation de la Municipalité dans le cadre de procédures ultérieures au rendu d'une sentence, notamment des procédures d'interprétation et une éventuelle procédure d'annulation.
- *Rutas de Lima c. Municipalidad Metropolitana de Lima* (Affaire CNUDCI *ad hoc*) (« Rutas 2 »). Représentation de la Municipalité métropolitaine de Lima dans le cadre d'un arbitrage lié à la rénovation et à l'exploitation des trois tronçons de l'autoroute nord-panaméricaine au titre d'un contrat de concession. Le demandeur a engagé cette affaire, qui s'est déroulée en parallèle de l'affaire Rutas 1, afin de tenter de donner effet à certains accords présumés liés à l'augmentation de tarifs. Cette affaire concerne en outre des problèmes de corruption liés à l'affaire Lava Jato, au Pérou, puisque le partenaire majoritaire du demandeur était la société de construction brésilienne Odebrecht.
- *Constructora Makro c. Ministerio de Transporte e Infraestructura de Nicaragua* (Affaire CNUDCI *ad hoc*). Représentation du Ministère nicaraguayen des Transports et des Infrastructures dans le cadre d'un arbitrage dans le domaine de la construction lors duquel le demandeur, une société de construction mexicaine, fait valoir la résiliation illégale d'un contrat résultant prétendument de cas de force majeure liés à des contestations sociales.
- *Nova Scotia Power Incorporated c. la République bolivarienne du Venezuela* (Affaire CPA n° 2009-14). Représentation de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI portant sur la résiliation d'un accord de fourniture de charbon, qui a abouti à une sentence en faveur de la République bolivarienne du Venezuela après rejet de l'intégralité des requêtes.
- *Merck Sharp & Dohme Corp. c. la République de l'Équateur* (Affaire CPA n° 2012-10). Représentation de la République de l'Équateur dans le cadre d'une procédure CNUDCI engagée par une société américaine en vertu d'un traité bilatéral d'investissement concernant une décision de justice nationale rendue contre l'investisseur dans le cadre d'un litige privé.

Arbitrage commercial international

- Représentation de la Municipalité métropolitaine de Lima dans le cadre d'une affaire engagée conformément aux règles de la Chambre d'arbitrage international de Paris (CAIP) liée à un contrat de concession concernant la construction et l'exploitation de la route à péages dénommée « *Línea Amarilla* ». Dans cette affaire, le demandeur a tenté d'exécuter certaines formules à des fins de réajustement et d'augmentations de tarifs. Cette affaire concerne en outre des problèmes de corruption liés à l'affaire Lava Jato, au Pérou, puisque le partenaire majoritaire du demandeur était la société de construction brésilienne OAS.
- Représentation de la Municipalité métropolitaine de Lima dans le cadre d'une affaire engagée conformément aux règles de la Chambre d'arbitrage international de Paris (CAIP) concernant la demande d'annuler un contrat de concession relatif à la

construction et à l'exploitation de la route à péages dénommée « *Línea Amarilla* », et, par ailleurs, certains accords à ce sujet, ainsi que le dédommagement des préjudices subis par la Municipalité (Affaire LAMSAC 2). Cette affaire, tout comme l'affaire LAMSAC 1, implique des contestations sociales et des problèmes de corruption liés à l'affaire Lava Jato, au Pérou, puisque le partenaire majoritaire du demandeur était la société de construction brésilienne OAS.

- Représentation de la société *Corporación Dominicana de Empresas Eléctricas Estatales* (CDEEE) concernant des requêtes soumises par un consortium dirigé par une société brésilienne liées à la construction et à l'exploitation d'une centrale thermoélectrique. M^e Figueroa a dirigé l'équipe dans le cadre d'une procédure de médiation parallèle, laquelle équipe est parvenue à mettre un terme à la controverse et à garantir la livraison de la centrale dans des conditions favorables pour notre client.
- Représentation d'une société nicaraguayenne dans le cadre d'un différend et d'un arbitrage ultérieur porté devant la CCI à l'encontre d'une société colombienne concernant des questions relatives aux entreprises dans le secteur de l'énergie.
- Représentation d'une société nicaraguayenne dans le cadre d'un différend et d'un éventuel arbitrage porté devant la CCI à l'encontre d'une société colombienne de production de sucre concernant un contrat relatif à l'administration de terres agricoles.
- Représentation d'une société espagnole dans le cadre d'un arbitrage porté devant la CCI concernant un contrat de fourniture de matériel médical.
- Représentation d'un important conglomérat mexicain dans le cadre d'une procédure d'arbitrage engagée devant la CCI à l'encontre de son ancien partenaire de coentreprise concernant un différend contractuel.
- Représentation d'une société publique d'exploitation pétrolière dans le cadre d'une procédure engagée devant la CCI par un consortium à la suite d'une allégation de violation d'un contrat portant sur des techniques améliorées de récupération de pétrole.
- Représentation d'une entreprise publique de génie maritime dans le cadre d'une procédure engagée devant la CCI concernant une allégation de violation d'un contrat portant sur des techniques améliorées sur des navires de guerre.
- Représentation d'une grande banque américaine dans le cadre d'un arbitrage CCI multipartite complexe et d'un contentieux connexe destiné à faciliter ledit arbitrage concernant le contrôle d'une importante entreprise de télécommunications brésilienne.
- Représentation d'un gestionnaire de l'indice financier suisse dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CCI contre une société américaine concernant un différend relatif à des concessions de licences et à la propriété intellectuelle.
- Représentation d'une société minière brésilienne dans le cadre d'une procédure engagée devant la CCI contre une société maritime argentine concernant un différend maritime.
- Représentation d'une entreprise américaine dans le cadre d'une procédure CIRDI engagée contre une société minière chilienne concernant la violation d'un contrat d'approvisionnement en cuivre.

Autres représentations

- Représentation d'une entreprise de construction salvadorienne dans le cadre de divers différends portés devant des tribunaux fédéraux américains à l'encontre du

chef de projet et de l'ingénieur chargé du projet, concernant des violations d'un contrat de construction.

- Mission en qualité d'expert du défendeur spécialisé dans le droit international relatif aux dommages-intérêts dans le cadre d'une procédure d'arbitrage engagée sous l'égide du Centre d'arbitrage mexicain (CAM) concernant un litige en lien avec l'acquisition de magasins de grande distribution.
- Mission de conseil auprès de l'entité mexicaine CENAGAS (Centre national de contrôle du gaz naturel) en charge de l'exploitation du système national de transport et de stockage des gazoducs concernant ses procédures et documents d'appels d'offres internationaux.
- Conseil d'une entreprise d'électricité publique concernant la négociation d'un important avenant à un contrat qui garantissait la réalisation d'un projet de construction tout en isolant et réservant d'éventuelles demandes de décision dans le cadre d'un arbitrage international.
- Défense d'un producteur de caoutchouc mexicain devant un tribunal fédéral américain et divers tribunaux d'État américains dans le cadre d'actions collectives civiles pour infraction aux règles de concurrence intentées par des acheteurs directs et indirects.
- Mission de conseil auprès d'un producteur de caoutchouc mexicain lors de négociations avec la Commission européenne se rapportant à des allégations d'activités de concurrence.
- Mission de conseil et de préparation auprès d'un cadre dirigeant d'une banque américaine concernant la préparation d'un témoignage lors d'une audience menée par le Congrès national brésilien pour enquêter sur le scandale de corruption connu sous le nom de *mensalão*.
- Représentation d'une société américaine dans le cadre d'une enquête avec poursuites concernant une prétendue conduite criminelle.
- Représentation de la Banque centrale de l'Équateur concernant la restructuration de la dette souveraine.
- Représentation de la Banque centrale du Guatemala concernant la négociation et la conclusion de conventions de dépôt et de gestion de placements.
- Aide dans le cadre d'une mission de concertation et de préparation de documents portant sur plusieurs financements de projet en Amérique latine, notamment au Brésil, au Pérou, au Chili et au Venezuela.

ENGAGEMENT PROFESSIONNEL/CIVIQUE

Distinctions

- Harlan Fiske Stone Scholar
- Columbia Law Review, Rédacteur en chef
- Boursier diplômé John M. Olin en droit et économie
- 100 meilleurs avocats d'Amérique latine, Latinvex
- Who's Who Legal, reconnu dans le cadre d'affaires liées à la construction

Engagements

- Conseil international pour l'arbitrage commercial (ICCA)
- Association internationale du barreau (IBA), Responsable du Forum nord-américain
- Association américaine du barreau (ABA), section droit international, Membre du Conseil d'administration du Sous-comité de l'énergie et de l'environnement
- Association du barreau du district de Columbia, section droit international
- Société américaine du droit international (ASIL)
- Comité consultatif, groupe de travail sur les dommages-intérêts de l'ICCA

CONFÉRENCES ET INTERVENTIONS

- Intervention au cours du 3^{ème} Forum sur l'arbitrage d'investissement, « Jurisprudence regarding the Most Favored Nation Clause: Attempting to Reach a Consistent Analytical Framework », Mexico, Mexique, le 2 septembre 2010.
- Intervention au cours du déjeuner de la Société Internationale des Professionnels du secteur minier, 60^{ème} Réunion Annuelle du Rocky Mountain Mineral Law Institute, « Mining Disputes in Investor-State Arbitration: An Overview », Vail, Colorado, États-Unis, le 18 juillet 2014.
- Intervention au cours de la conférence de l'IBA sur le secteur minier en Afrique : Opportunités et défis juridiques, « Stabilization Law and Agreements: The Enforceability of Stabilization Agreements », Dar es-Salaam, Tanzanie, le 8 septembre 2014.
- Intervention au cours du 2^{ème} séminaire international sur l'arbitrage d'investissement, « Evolution of the Agreements on Reciprocal Promotion and Protection of Investments relating to Indirect Expropriation », Lima, Pérou, le 2 octobre 2014.
- Intervention au Georgetown Law Center, « International Arbitration Association, Risk Management and the Settlement of Investments Disputes: Focus on Infrastructure Projects in Latin America, infrastructure Projects and the Settlement of Investment Disputes: Contextualizing Matters », Washington, D.C., États-Unis, le 5 février 2015.
- Intervention au cours d'un séminaire intitulé « International Arbitration in the Context of the Energy Reform », coorganisé avec le Bureau du Procureur fiscal fédéral mexicain, Mexico, Mexique, le 11 avril 2016.
- Intervention au cours d'une conférence de la CCI sur l'arbitrage international, récentes modalités dans la pratique de l'arbitrage international, « Third Party Funders in International Arbitration », Santa Cruz, Bolivie, le 26 août 2016.
- Intervention au cours d'une conférence IBA, 3^{ème} conférence annuelle sur l'investissement en Afrique, Prix de l'énergie et investissement en matière d'énergie en Afrique : un pronostic incertain, « Stabilization Clauses in the Energy Sector », Paris, France, le 23 juin 2017.
- Intervention au cours de la conférence de clôture du 5^{ème} concours d'arbitrage international de La Havane, « Damages in International Arbitration », La Havane, Cuba, le 14 juillet 2017.
- Intervention au cours du 5^{ème} séminaire international sur l'arbitrage d'investissement, « Third Party Funding: Issues and Concerns », Lima, Pérou, le 3 octobre 2017.
- Modérateur, week-end du droit international ILA/ILSA 2017, « International Water Conflict and Cooperation: Grappling with the Allocation of Freshwater Between States

in the Face of Climate Change », Faculté de droit de l'Université Fordham, New York, État de New York, États-Unis, le 20 octobre 2017.

- Modérateur, week-end du droit international ILA/ILSA 2017, « The Changing Paradigm of Investment Protections in Latin America: Implications for Investment and Investor-State Arbitration », faculté de droit de l'Université Fordham, New York, État de New York, États-Unis, le 21 octobre 2017.
- Intervention au cours du Young Arbitrator's Forum de la CCI, « Contracting with States: Recurring Conflicts. Reflections and Practical Tips », Panama, Panama, le 29 janvier 2018.
- Intervention au cours du 6^{ème} mois annuel du droit international, « Analyzing the Complexities of International Construction Arbitration Disputes: An Attorney's Approach », Faculté de droit de l'Université de Georgetown, Washington, D.C., États-Unis, le 15 février 2018.
- Intervention au cours du Morning Workshop de la Fédération des industries de l'État de São Paulo : commerce international et arbitrage d'investissement : l'expérience brésilienne et internationale, « Investment Disputes: The International Perspective and the Brazilian Model », São Paulo, Brésil, le 14 mars 2018.
- Expert senior, 60^{ème} anniversaire de la Convention de New York sur la reconnaissance et l'application des sentences arbitrales étrangères : questions importantes et enjeux à venir, « Deference to Nullity? The New York Convention and the Enforcement of Annulled Awards », Université de Loyola Andalucía, Séville, Espagne, le 5 avril 2018.
- Intervention, au cours du 12^{ème} congrès sur l'arbitrage international, « Confidentiality or Transparency of Arbitral Proceedings », Lima, Pérou, le 25 avril, 2018.
- Intervention au cours de la 8^{ème} conférence sur l'arbitrage international, « Recent Developments in Investment Arbitration », Santa Cruz, Bolivie, le 8 juin 2018.
- Intervention au cours du Breakfast Workshop de l'Association nationale des juristes d'entreprise (ANADE), « Are You Prepared for Commercial Arbitration in these Times of Change?: Essential Elements that Corporate Counsel Should Know », Mexico, Mexique, le 11 juillet 2018.
- Intervenant international dans le cadre de la discussion ayant pour thème « *Buenas y Malas Prácticas de los Árbitros Nacionales : Confrontándolo con el Arbitraje Internacional* », « *Planificación del arbitraje : Discusión sobre las Notas de la CNUDMI sobre la organización de los procedimientos arbitrales* », Faculté de droit de l'Université pontificale catholique du Pérou (PUC), Lima, Pérou, le 14 septembre 2018.
- Intervention au cours du 6^{ème} séminaire international sur l'arbitrage en matière d'investissement, « *Corrupción en las inversiones y sus efectos en el arbitraje de inversión* », La Paz, Bolivie, le 28 septembre 2018.
- Intervention lors de la Conférence annuelle de l'Association internationale du barreau, « The Use and Misuse of Experts: Experts under the Common Law Threshold », Rome, Italie, le 11 octobre 2018.
- Modérateur au cours du week-end du droit international ILA/ISLA 2018 : « The Investment Dispute Resolution System: A Happy New World or the Clock That Was Backward », Faculté de droit de l'Université Fordham, New York, État de New York, États-Unis, le 19 octobre 2018.
- Intervention lors de la conférence « China Infrastructure in Latin America and the Caribbean: Perception and Reality », The Inter-American Dialogue, Washington, D.C., États-Unis, le 18 novembre 2018.

- Intervention lors de la conférence « The Arbitration of Controversies on Copyright and Related Rights: the International Perspective », Colloque de la CRECIG sur le droit d'auteur et les droits y afférents dans le monde contemporain, Guatemala, Guatemala, le 7 février 2019.
- Intervention lors de la 12^{ème} conférence internationale sur l'arbitrage ayant pour thème « Corruption in Investment Arbitration: the Relationship between Internal and International Juridical Orders in Jurisdiction and Fund Issues », Quito, Équateur, le 4 avril 2019.
- Intervention lors du Congrès international sur l'arbitrage commercial et en matière d'investissement ayant pour thème « Conflicts of Interest in International Arbitration », Guayaquil, Équateur, le 21 août 2019.
- Intervention lors de la Conférence de la Société du droit de la construction ayant pour thème « How Technology Reduces Risks in Construction Projects in the United States and Latin America Technology and Construction Arbitration », Miami, États-Unis, le 12 septembre 2019.
- Intervention lors du 3^{ème} Jour d'arbitrage péruvien ayant pour thème « New Perspectives in Investment Arbitration », Lima, Pérou, le 19 septembre 2019.
- Intervention lors du 7^{ème} séminaire international sur l'arbitrage en matière d'investissement ayant pour thème « Indirect Expropriation Against ICSID and Measures Equivalent to Expropriation. Complaints before ICSID », Santiago du Chili, le 24 septembre 2019.
- Intervention lors du Mois de l'arbitrage international du Centre de droit de l'Université de Georgetown ayant pour thème « The History of Investor-State Arbitration in Latin America » - « Back to the Future: Reflections on the Last Decade of Investor-State Dispute Resolution », Washington, D.C., États-Unis, le 11 février 2020.
- Intervention lors de la Discussion (webinaire) sur l'arbitrage international (différents dans le secteur des infrastructures) de la Société du droit de la construction ayant pour thème « Investment Arbitration related to Infrastructures Projects in Latin America », le 23 avril 2020.
- Intervention lors du Webinaire du Cercle d'arbitrage entre États ayant pour thème « Discussion – International Arbitration: Impact and Challenges Faced with Controversies in the Execution of Concession Contracts », Lima, Pérou, le 2 juin 2020.
- Intervention lors de la Conférence en ligne de la Chambre de commerce Libertad sur l'arbitrage et les cas de force majeure : conséquences sur les controverses en matière d'investissement international ayant pour thème « State Defense in Crisis Situation », Pérou, le 10 juin 2020.
- Intervention lors des Expériences (webinaire) en matière d'arbitrage d'investissement dans les questions relatives à l'énergie ayant pour thème « Position of the State in Controversies on Energy Sector Regulations », Young Arbitrator's Forum de la CCI, Mexique, le 8 juin 2020.
- Intervention lors de la 9^{ème} édition des Conférences (webinaire) de l'Institut péruvien, de l'arbitrage ayant pour thème « Legal Skills in International Arbitration », le 20 juillet 2020.
- Intervention lors du 8^{ème} Séminaire international (Conférence virtuelle) sur l'arbitrage en matière d'investissement de l'Institut péruvien de l'arbitrage ayant pour thème « The Defense of the State and *Loi de Police* », le 20 juillet 2020.

PUBLICATIONS

- Auteur, « Comity Towards Nullity?: The New York Convention and Enforcement of Annulled Awards », *Revue de droit international et comparé de l'ISLA* (2019)
- Auteur, « *El Uso de Expertos en Jurisdicciones Anglo-Sajón (common law)* », *Revue trimestrielle Construction Law International (CLInt)* (2019)
- Auteur, « Jurisprudence regarding the Most Favored Nation Clause: Attempting to Reach a Consistent Analytical Framework », *Forum sur l'arbitrage d'investissement, évolutions et tendances*, 1^{ère} édition, Sonia Rodríguez Jiménez, Herfried Wöss, Universidad Nacional Autónoma de Mexico (2013) (texte original en espagnol)
- Coauteur (avec L. Shore), « *Dissenting Awards: Dissents, Concurrences and a Necessary Divide between Investment and Commercial Arbitration* », *3:6 Global Arbitration Review* 18-20 (2009)
- Auteur, « *Immigrants and the Equal Protection Regime: Parens Patriae Standing, Foreign Governments and Protection from Private Discrimination* », *102 Colum. L. Rev.* 408 (2002)